

ÉDITO

Par Francis Van de Woestyne

Le festin de la croissance

Trouver un thème original pour une interview de rentrée n'est pas chose aisée. La privatisation des entreprises publiques est au centre des déclarations des ministres de l'Emploi et des Finances. Des pistes peuvent bien sûr être étudiées, mais ne faut-il pas privilégier une réflexion plus globale ? Sur la relance de l'économie belge et la juste répartition des fruits de cette croissance, par exemple.

Dressons le constat. La reprise de l'économie se confirme (presque) partout en Europe. Les chiffres de croissance sont impressionnants. Au premier trimestre 2017, l'économie néerlandaise, par exemple, a progressé de 1,5 % par rapport à la même période en 2016. Sur une base annuelle, cela représente une croissance de 6 %, une performance quasiment digne de la Chine. Tous les pays européens sont à la fête, y compris ceux qui étaient à la traîne, comme l'Italie. Tous ? Non.

Malheureusement, la Belgique n'est pas, ou peu, invitée à ce festin car la politique budgétaire restrictive pèse sur la croissance. C'est la conséquence des erreurs du passé. En effet, la Belgique a trop tardé à assainir ses finances publiques et a reporté à plus tard les indispensables réformes économiques conduisant à une plus grande flexibilité du marché du travail. Les filets de sécurité instaurés en période de crise (le développement des emplois publics) ont certes permis d'amortir le choc. Mais nous payons aujourd'hui le retard dans les réformes. L'Allemagne l'a fait, les Pays-Bas aussi : leur économie est à présent assainie et assouplie. Ils profitent à plein de l'embellie presque historique qui touche l'Europe.

La situation actuelle belge est particulière car le gouvernement n'a d'autre choix que d'enclencher des réformes vitales pour l'économie tout en maintenant une politique budgétaire rigoureuse. Ce sera un des défis de la rentrée : tenter de profiter de l'amélioration du climat conjoncturel, répartir les éventuels fruits de la croissance tout en maintenant la rigueur. C'est en période de haute conjoncture qu'il faut accélérer l'indispensable réduction du déficit budgétaire et de la dette. Avec, ou non, des privatisations intelligentes à la clé.